



EDITORIAL

JEUNESSE ET SOLIDARITE INTERNATIONALE, QUELS ENJEUX ?

L'engagement des jeunes dans la solidarité internationale relève certainement d'une démarche de citoyenneté à la fois locale et internationale. Il implique une prise de conscience et un investissement des jeunes d'ici et de là-bas pour la mise en œuvre et la gestion de la chose publique, notamment au niveau local. Il passe par des échanges et des transferts de compétences et de savoirs-faire contribuant à l'émergence d'une société civile mondiale et altermondialiste.

À travers le recours aux dispositifs d'appui institutionnel et de partenariat avec les acteurs associatifs et collectivités territoriales d'ici et de là-bas, les jeunes deviennent également l'avocat des questions de développement des pays les moins avancés. Quels meilleurs défenseurs de la solidarité pour le développement indépendamment de l'importance des ressources mobilisées ? À 16-25 ans, ces jeunes ont en effet l'avenir devant eux pour construire et réaliser leurs projets.

L'attachement des jeunes issus de l'immigration aux pays d'origine des parents peut les amener à se sentir particulièrement concernés par cet élan de solidarité. La qualité de leur engagement dépend-elle pour autant de leur capacité à entraîner d'autres jeunes ? En réalité, cet élan de solidarité touche l'ensemble des jeunes. Ce qui a motivé la création de dispositifs permettant aux jeunes de s'investir.

L'engagement dans ces actions peut contribuer à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en leur offrant l'occasion d'une première expérience à l'internationale riche en échanges socioculturels, en connaissance, en compréhension et en tolérance mutuelles et donc facteur de paix. L'expérience montre en effet, que si les jeunes partent pour donner, ils reçoivent beaucoup en retour.

Yéra DEMBELE

A l'occasion de la septième édition de la Semaine de la Solidarité Internationale, la rédaction a décidé de dresser un état des lieux de la participation des jeunes à la solidarité internationale. Pour cela elle a rencontré des jeunes Français issus ou non de l'immigration, des jeunes migrants ou des jeunes vivant dans les pays du Sud, qui œuvrent pour un monde plus juste et plus fraternel.

L'ENGAGEMENT, AU NORD ET AU SUD, DES JEUNES DANS LA SOLIDARITE INTERNATIONALE



SOMMAIRE

DOSSIER

- La mobilisation des jeunes de France dans le cadre de la SSI 2
- Réfléchir à la solidarité internationale à l'échelle mondiale 3
- Les jeunes, moteurs pour un monde plus juste et solidaire 4
- La solidarité internationale vue par des jeunes africains 5
- L'engagement des jeunes en faveur de leur pays d'origine 6
- Jeunesse, migration et codéveloppement : enjeux et perspectives 7
- Etre financé pour partir en chantier jeune 8
- Bassy Diarra : "Les chantiers permettent le développement de l'Afrique" 9

ASSOCIATION

- Allotambacounda, un festival pour la jeunesse sénégalaise 10
- Les actions menées par Soba récompensées par le HCCI 11

CULTURE

- Une maison culturelle destinée à l'Afrique Noire 12

ZOOM

- Initiative Africa, ou comment faire connaître ses projets à la télévision 14

TRIBUNE

- Un gigantesque élan de solidarité traverse le monde 15

LA MOBILISATION DES JEUNES DE FRANCE DANS LE CADRE DE LA SSI

La Semaine de la Solidarité Internationale (SSI), temps fort d'information et de sensibilisation de la société française à la solidarité internationale, s'est déroulée du 13 au 21 novembre 2004. A cette occasion, ONG, associations, collectivités territoriales, établissements d'enseignement et structures d'éducation populaire, rassemblés sous le slogan "Le monde bouge...et vous?" ont organisé différentes animations. Les jeunes ont rythmé cette semaine, montrant à tous qu'ils sont au cœur de la solidarité internationale.



La SSI offre aux acteurs de la solidarité internationale la possibilité de parler de leurs actions, de partager les projets conduits, de faire vivre leurs passions pour un pays ou pour une cause. L'objectif est de proposer au public des pistes concrètes d'engagement et de réflexion. Environ deux mille animations de proximité dans plus de cinq cents villes de France ont été organisées en 2004, qui ont pris diverses formes : débats, conférences, projections,

expositions, concerts, repas et marchés du monde, forum associatifs... Des thèmes aussi variés que les interdépendances Nord/Sud, le tourisme et l'épargne solidaires, les chantiers de jeunes, le développement durable, le commerce équitable, les droits de l'enfant, l'annulation de la dette, la paix et la non violence et le respect des droits humains ont été traités. La Semaine de la Solidarité Internationale est un grand rendez-vous solidaire où chacun peut découvrir, à travers l'engagement des autres, la forme d'engagement qui lui convient le mieux pour passer de la prise de conscience à l'action citoyenne et agir en partenariat avec le Sud. Manifestation nationale, avec des animations locales, la Semaine de la Solidarité Internationale est un évènement à l'échelle de la France. Pourquoi ne pas créer une Semaine de la Solidarité Internationale au plan mondial ? Certains participants en avancement déjà les avantages : une plus grande reconnaissance et une plus grande retombée sur le plan médiatique, l'espoir que toutes les consciences soient éveillées et mobilisées, la possibilité d'agir encore plus efficacement...

LES NOMBREUX ACTEURS DE LA SSI

Six types de structures, dans lesquelles les jeunes ont toute leur place, sont investis dans le domaine de la solidarité internationale et ont participé à la septième édition de la SSI. Les organisations de solidarité internationale (OSI), sont les premières à avoir participé à la SSI. Coordination Sud, qui regroupe plus de cent ONG, a été un des membres du comité de pilotage de la SSI. Les collectivités territoriales sont, elles, de plus en plus impliquées dans la coopération internationale ; elles facilitent les actions menées par les associations. Cités-Unies France, réseau de collectivités territoriales, a participé au comité de pilotage. Les Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations (OSIM), qui rassemblent essentiellement des migrants investis dans la solidarité avec leur pays d'origine, ont aujourd'hui toute leur place dans la SSI. Les écoles et les universités sont également des acteurs indispensables : depuis quatre ans le Ministère de l'Education Nationale soutient la SSI. Les acteurs de l'éducation populaire, comme les Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) ou les Maisons pour Tous (MPT), participent à la SSI. La Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture (FFMJC), Léo Lagrange et Solidarité

Historique de la SSI

- **1981** : le Ministère de l'Education Nationale crée la JTME (Journée Tiers-Monde à l'Ecole) qui a lieu tous les ans le 23 octobre.
- **octobre 1997** : Assises de la Coopération et de la Solidarité Internationales à la Sorbonne ; une idée germe : créer une semaine par an pour dire la solidarité internationale.
- **novembre 1998** : la JTME devient la SECSI (Semaine à l'Ecole de la Coopération et de la Solidarité Internationale) pendant la troisième semaine de novembre.
- **novembre 1998** : le CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) lance, sans moyens ni équipe, la première Semaine de la Solidarité Internationale qui se cale sur le calendrier de la SECSI. L'accueil est positif dans plusieurs régions.
- **novembre 1999** : deuxième édition de la Semaine de la solidarité internationale - 80 organisateurs, 200 animations. Le Ministère des Affaires étrangères soutient, pour la première fois, la SSI. Son soutien se prolonge encore aujourd'hui.
- **novembre 2000** : troisième édition - 200 organisateurs, 450 animations. La SSI est inscrite au Bulletin officiel du Ministère de l'Education Nationale.
- **novembre 2001** : quatrième édition - 170 organisateurs, 720 animations.
- **novembre 2002** : cinquième édition - 300 organisateurs, 1300 animations. La SSI obtient le prix Conscience du monde du Conseil de l'Europe.
- **novembre 2003** : sixième édition - 365 organisateurs, 1820 animations. La Semaine dure douze jours, incluant les dates du Forum Social Européen, se déroulant en France en même temps.
- **novembre 2004** : septième édition, 378 organisateurs, 2384 animations. La SSI est distinguée par le HCCI.

Source : CRID

Laïque ont fait partie du comité de pilotage. Enfin, des unités locales de syndicats se mobilisent ; l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France) ont participé au comité de pilotage.

TOUS LES JEUNES ONT UNE PLACE DANS LA SSI

Agés de 15 à 30 ans, les jeunes sont en général sensibles aux problématiques de la solidarité internationale et du développement. Les jeunes issus de l'immigration, prompts à s'engager, s'intéressent principalement au pays de leurs parents. Le milieu étudiant est, quant à lui, un vivier d'associations de toutes tailles travaillant à la réduction des déséquilibres entre les pays riches et les pays pauvres. De plus en plus de lycéens, accompagnés par un professeur, se documentent et construisent des projets. Les jeunes profitent de la SSI pour transmettre au grand public ce qu'ils ont pu apprendre lors de chantiers jeunesse, ou lors d'échanges culturels.

Delphine KA

RÉFLÉCHIR À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE À L'ÉCHELLE MONDIALE

L'Organisation des Nations Unies (ONU), a été à l'initiative du Forum Mondial de la Jeunesse dont la dernière édition s'est déroulée à Dakar, au Sénégal, du 6 au 10 août 2001. Un document référence intitulé "La stratégie de Dakar pour le renforcement de la Capacité d'Action des Jeunes" a été édité pour tous les jeunes qui veulent s'investir dans la solidarité internationale. Dans ce texte, les jeunes invitent tous les acteurs locaux des programmes de jeunesse de solidarité internationale à contribuer, à leur niveau, à la réflexion sur dix thèmes prioritaires : éducation et technologies de l'information-communication ; emploi, santé et population ; faim, pauvreté et dette ; établissements humains et environnement ; intégration sociale ; culture de paix ; participation et droits des jeunes ; jeunes femmes et jeunes filles ; jeunesse, sports et loisirs. Voici quelques extraits du texte, nécessaires pour comprendre ce qui motive les jeunes à s'engager dans la solidarité internationale.

"Nous, les jeunes participant au quatrième Forum Mondial de la Jeunesse du Système des Nations organisé par le Gouvernement du Sénégal en coopération avec les Nations Unies :



- nous sommes très préoccupés par la détérioration continue du statut de la jeunesse qui, partout dans le monde, se trouve confrontée à des niveaux toujours plus élevés de chômage, de pauvreté, de conflits armés, de maladies épidémiques et de toxicomanie - entre autres défis sociaux et économiques - malgré les progrès mondiaux réalisés dans les domaines technologiques, du développement de l'entrepreneuriat, de la recherche médicale, des infrastructures de loisirs.

- nous sommes conscients que plus d'un milliard de la population mondiale vit dans la pauvreté, confronté quotidiennement aux conditions inacceptables de la faim et de la malnutrition, de la maladie, de l'absence d'abri, à des environnements peu sûrs et à l'exclusion sociale, et que la majorité de cette population est constituée de jeunes, dont les trois quarts vivent en zones rurales. Nous estimons que le cycle de l'endettement des pays en développement contribue grandement à l'aggravation de la faim et de la pauvreté, et constatons avec tristesse que l'annulation de la dette ne se fait pas selon l'opportunité et l'urgence de sa nécessité.

- nous reconnaissons qu'en dépit des progrès réalisés en matière d'éducation de base, l'injustice fondée sur les conditions économiques et sociales, le sexe et les infirmités persiste toujours, écartant de l'école des millions d'enfants et de jeunes. Nous reconnaissons que la qualité de l'éducation de base doit être améliorée de manière considérable et devrait comprendre les aptitudes utiles pour la vie et les nouvelles technologies de l'information.

- nous reconnaissons que la jeunesse continue à faire face à de graves problèmes de santé, en particulier la pandémie du VIH/Sida, qui représente le plus grand défi pour notre génération. Nous faisons appel aux gouvernements pour mettre en œuvre la Déclaration sur le Sida de la Session Spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies, et encourageons toutes les personnes en charge de prendre les responsabilités exprimées dans l'annexe VIH/Sida à la Stratégie de Dakar pour le Renforcement de la Capacité d'action des Jeunes. De plus, nous reconnaissons que la jeunesse continue à perdre des vies, dû à des infections respiratoires aiguës, des maladies dont l'utilisation de vaccins en serait préventive et la sous-alimentation. Ces maladies continuent de faire des victimes à une très grande échelle. La violence et le suicide constituent également des facteurs croissants de mortalité chez les jeunes. Nous reconnaissons également que l'accès aux services de santé de qualité favorables aux jeunes et aux enfants ainsi que l'éducation à la santé restent des questions qu'il faut traiter de manière plus approfondie.

- nous reconnaissons la nécessité d'agir maintenant pour promouvoir un développement durable et la préservation et la protection de l'environnement au profit des générations futures accompagnés d'une consommation responsable et durable des ressources mondiales par les nations, les communautés et les individus. Nous appelons à de nouvelles actions en vue de la mise en œuvre des dispositions de l'Agenda 21 et de l'Agenda Habitat.

- nous notons que les femmes, particulièrement les jeunes filles et les jeunes femmes, sont les couches les plus vulnérables et les plus affectées par les problèmes socio-économiques et que leur statut en tant que partenaires égaux au développement et au renforcement de la capacité d'action des jeunes est essentiel pour vaincre les inégalités qui continuent de prévaloir.

- nous condamnons la fréquence des violations des droits humains à l'encontre des jeunes, tel que le travail des enfants, le trafic et l'exploitation sexuelle des enfants, l'utilisation des enfants et des jeunes dans les conflits armés, la situation des enfants vivant dans les pays sous occupation ainsi que l'exclusion d'enfants et de jeunes infectés et affectés par le virus du SIDA, notamment les orphelins du SIDA.

- nous sommes très préoccupés par le chômage déclaré de soixante-six millions de jeunes à travers le monde, soit plus de 40% du chômage à l'échelle mondiale ; la situation de centaines de millions d'autres jeunes qui effectuent moins d'heures de travail qu'ils n'auraient souhaité et celle d'autres encore qui effectuent de longues heures de travail pour gagner peu et ne bénéficier d'aucune protection sociale dans l'économie informelle.

- nous sommes persuadés de l'importance qu'il y a à fournir aux jeunes les ressources nécessaires et à permettre ainsi à l'environnement de relever les défis auxquels sont confrontés les individus et la société.

- nous notons que beaucoup reste à faire dans le renforcement de l'intégration sociale et exhortons les gouvernements à appliquer les résolutions adoptées au cours du Sommet social de Copenhague et du Sommet de Copenhague et + 5. Parmi les jeunes qui risquent d'être marginalisés, on peut noter les femmes et les hommes ayant des handicaps, les jeunes indigènes, les jeunes des minorités ethniques et culturelles, les jeunes affectés par la violence, notamment la violence sexuelle et par la toxicomanie, les enfants soldats, les réfugiés et les migrants et les jeunes délinquants.

- nous exhortons le prochain Forum mondial de la Jeunesse à donner l'exemple en matière de leadership, de supprimer les causes de la marginalisation et de rendre accessibles les services de jeunes aux jeunes ayant des handicaps.

- nous exhortons enfin les gouvernements, le système des Nations Unies et les organisations de la société civile à soutenir les jeunes dans leurs efforts visant à obtenir les ressources nécessaires aux programmes de grande envergure de renforcement de la capacité d'action des jeunes."

LES JEUNES, MOTEURS POUR UN MONDE PLUS JUSTE ET SOLIDAIRE

Le deuxième Forum Mondial de la Jeunesse s'est tenu dans différentes villes des Pays de la Loire, du 20 au 26 novembre. Avec un objectif principal : se faire rencontrer des jeunes du monde entier, acteurs de l'économie sociale dans leur pays, afin de valoriser, confronter et renforcer leur capacité à contribuer durablement au développement de leur territoire. Initié et coordonné par l'association nantaise Vivre, ce deuxième Forum a permis un réel échange entre les jeunes de tous les continents.

Vingt-quatre pays représentés, une cinquantaine de jeunes étrangers, quatre villes accueillantes : Nantes, Couëron, Angers, la Roche-sur-Yon, trois grandes journées de travail, plus de trente-cinq partenaires, un parrain renommé, Salif Keita, artiste international malien et ambassadeur de l'Organisation des Nations Unies (ONU)... Tous les ingrédients ont été rassemblés pour que le deuxième Forum Mondial de la Jeunesse soit un succès. La journée du mardi 23 novembre a porté spécifiquement sur l'engagement des jeunes dans la solidarité internationale, dans le but d'informer et de sensibiliser les jeunes de l'existence d'actions de solidarité internationale et de la place de l'éthique dans ces actions. La solidarité internationale est, plus que l'expression d'une générosité face à des situations de misère extrême, l'illustration d'une prise de conscience que le Nord et le Sud ont un destin commun.

DES MOTIVATIONS ET DES MODES D'IMPLICATION DIVERS CHEZ LES JEUNES

De plus en plus de jeunes veulent être acteurs dans un monde en mouvement. Chacun veut agir sur les inégalités, la pauvreté, pour un monde plus juste et solidaire. Les motivations de l'engagement sont fondées sur des valeurs d'altruisme et de solidarité, mais parfois elle le sont aussi sur une volonté plus ou moins consciente de valorisation de soi vis-à-vis de sa communauté d'origine ou de celle auprès de laquelle on souhaite intervenir. Au Nord, la volonté de faire un projet, se fonde globalement sur une équation simple : les pays du sud sont synonymes de pauvreté, la pauvreté signifie le besoin d'aide, qui renvoie au besoin de l'individu. Le problème de cette équation, c'est qu'elle ne met pas en avant les compétences des pays du Sud. Des pays qui ont une jeunesse de plus en plus nombreuse, comme l'atteste le Niger, où 80 % de la population a moins de trente-cinq ans ; et une jeunesse de plus en plus compétente. La donne est donc en train de changer. Les projets de solidarité internationale doivent alors être développés en partenariat avec le Sud.

FORCES ET FAIBLESSES DES PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

Si unanimement, les participants ont reconnu que les projets de solidarité internationale apportent une aide au Sud, ils ont souligné l'existence d'écueils dans lesquels il faut éviter de tomber. Le Sud a des compétences à faire valoir, il n'est pas uniquement synonyme de pauvreté. Tout projet de solidarité internationale doit prendre en compte ses compétences et être construit sur la réciprocité. Les jeunes du Nord ne doivent pas se sentir supérieurs aux jeunes du Sud. Il faut faire mentir le proverbe qui affirme que "celui qui donne a toujours la main au dessus de celui qui reçoit". Le Nord peut donner beaucoup au Sud, mais le Sud peut apprendre beaucoup du Nord. Pour que les deux mains soient à égalité, il faut qu'il

ait une entente, une compréhension. Il faut que les deux parties se connaissent, d'où la nécessité qu'elles aient un échange culturel. Lors d'un chantier, une partie importante du temps est consacrée à l'échange avec les habitants, à l'apprentissage de leurs modes de vie ou à l'initiation à la langue locale. Par ailleurs, les projets de solidarité internationale imaginés et montés au Nord ne sont pas toujours adaptés à la situation des pays du Sud : ils ne prennent pas toujours en compte, ou n'arrivent pas à prendre en compte la réalité du terrain, le mode de pensée et les traditions des populations. Et les pays du Sud se voient dans l'incapacité de refuser un projet de solidarité internationale, même s'il n'est pas adapté. Mais, heureusement, il est à noter que de plus en plus de projets de solidarité internationale émanent aujourd'hui des populations locales. Les jeunes du Nord ne font que répondre à une demande précise. Enfin, si l'on veut que les choses changent au Sud, la solidarité internationale doit s'inscrire dans des actions touchant aux droits fondamentaux. Depuis vingt années, il semble que les acteurs de la solidarité internationale ne répondent que partiellement aux questions fondamentales. Cela n'a pas vraiment de sens, par exemple, de construire une école dans un village si les villageois n'envoient pas leurs enfants à l'école. Il semble nécessaire de procéder au préalable à une sensibilisation des populations sur l'importance de l'éducation, et montrer qu'elle est un investissement pour l'avenir.

LA VISION DU DEVELOPPEMENT DES PAYS TIERS

Les pays du Sud ont tâché d'expliquer qu'ils acceptent l'aide du Nord mais que s'ils avaient des moyens, ils préféreraient agir seuls. L'idée suivante est souvent revenue : ce qui est importé est souvent un échec et ce qui est durable, c'est ce qui est construit par le pays lui-même. Les jeunes du Sud, s'ils s'organisent de manière efficace autour d'un projet précis et sous l'égide d'un leader, pourront bousculer l'ordre établi. Mais il restera toujours l'épineux problème des financements. Que ce soit au Cameroun, ou au Togo les jeunes sont toujours freinés par le manque de moyens financiers.

LA NECESSITE DE L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT ET A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

L'éducation au développement est peut-être la solution aux différends qui divisent le Nord et le Sud. Elle est tout aussi importante pour les jeunes du Nord que pour les jeunes du Sud. Elle vise à faire prendre conscience aux jeunes de l'interdépendance des régions du monde, de la solidarité entre les peuples dans le processus de mondialisation en cours, et plus particulièrement de la réalité économique, sociale et culturelle des pays en développement. L'éducation au développement et à la solidarité internationale constitue alors un élément essentiel de l'apprentissage de la citoyenneté.

D.K.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE VUE PAR DES JEUNES AFRICAINS

Liaison Franco-Africaine a rencontré cinq jeunes du Sud, présents lors du Forum Mondial de la Jeunesse à Nantes, qui viennent parfois pour la première fois en France. Ils expliquent les raisons de leur participation à ce type d'évènement et ce qu'ils en attendent. Une façon de comprendre comment ils perçoivent la solidarité internationale et ce qu'elle signifie pour eux.



Ousman IBRAHIM,
Niger

Mon pays souffre d'une grande carence en terme d'information-communication, or les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont nécessaires aux hommes s'ils veulent se développer intelligemment. C'est ainsi que j'ai créé un premier cyber-café à Niamey, dans lequel les coûts de connexion sont relativement modestes. Pour moi, le Forum est un moment important, car il permet l'échange et le transfert de compétences du Nord au Sud, et du Sud au Nord, car il ne faut pas oublier que le Sud a des choses à apporter. Dans cet esprit, il est indispensable que la solidarité internationale s'exerce dans un double sens : les pays du Nord peuvent nous aider, et en retour nous pouvons aider les pays du Nord. Je pense par exemple à la canicule qui a frappé la France en août 2003. Le gouvernement français aurait pu faire appel à des jeunes africains qualifiés pour venir aider dans les hôpitaux. Ce n'est qu'une suggestion personnelle, mais je pense que l'on doit y réfléchir pour l'avenir.



Alain MASSAKO,
Cameroun

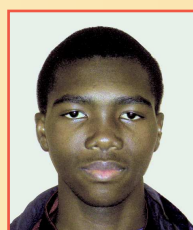
J'ai pour mon pays un projet de valorisation de la culture des arbres fruitiers dans les zones rurales, qui demande principalement la participation des jeunes de 18-28 ans. L'idée vient du constat que les arbres fruitiers, qui constituaient une source de revenu, ont complètement disparu des concessions des familles. L'opération "Espace-Verger" a pour objectif d'aider les populations rurales à se prendre en charge elles-mêmes. Pour moi, le Forum est une occasion pour nouer des contacts avec des associations françaises ou des

groupes de jeunes, en espérant qu'ils nous apporteront leur aide, le temps d'un chantier. La solidarité internationale, on en entend beaucoup parler en Afrique, mais au final il n'y a que très peu de personnes qui en ressentent les répercussions concrètes. Moi j'ai envie de dire aux jeunes du Nord : venez, vous pouvez nous aider à nous développer, et je suis sûr que l'échange que nous aurons nous rendra tous un jour plus forts.



Alhousseiny CAMARA,
Guinée

L'AJCD, l'Association des Jeunes pour la Coopération et le Développement a comme première préoccupation la santé. Nous organisons des campagnes et réunions de sensibilisation sur le VIH et les MST. Ces sujets ne sont plus tabous en Guinée, nous arrivons à avoir de réelles discussions avec la population locale, même s'il est difficile de changer les mentalités. Je suis venu à Nantes pour pouvoir échanger avec d'autres jeunes nos expériences, dans l'espoir de trouver des conseils avisés. Dans le domaine de la santé, le Nord est beaucoup plus avancé que le Sud : un échange des compétences, des fruits des recherches, de matériel est nécessaire. Je crois réellement que les actions de solidarité internationale doivent, en priorité, porter sur la santé. Une fois les problèmes de santé résolus, la solidarité internationale pourra porter sur d'autres domaines.



Fayçal TRAORE,
Burkina Faso

Je suis le président du Parlement des Enfants de la ville de Zorgho, au Burkina Faso. Si je suis présent au Forum Mondial de la Jeunesse, c'est parce que la Ville de Couëron, située dans l'agglomération nantaise, est actuelle-

ment en train de mettre en place un projet de coopération décentralisée avec la ville de Zorgho au Burkina Faso. Cet été, deux jeunes de Couëron se sont rendus dans notre village, et nous avons aujourd'hui la chance d'être leurs invités. Pour moi la solidarité internationale, c'est principalement l'échange entre jeunes du Sud et du Nord, qui passe par l'apprentissage culturel et le partage. Quand les jeunes Français sont venus chez nous, nous leur avons montré comment nous vivions, quelles étaient nos traditions, nos croyances. Ils ont beaucoup appris de nous. Aujourd'hui c'est à mon tour de faire connaissance avec la France, et d'être initié par mes nouveaux amis. Ce que je vis lors de ce Forum avec la jeunesse française et la jeunesse du Sud, ce sur quoi nous réfléchissons, va me servir pour le Parlement des Enfants de Zorgho, une instance mise en place par les autorités locales, mais qui n'a pas réellement de pouvoir. J'ai envie que les choses changent et aujourd'hui j'ai compris que la solidarité internationale peut nous aider.



Narindra RAKOTOMAVO,
Madagascar

En juin 2004, nous avons créé avec quarante trois associations de Madagascar le premier festival Tokotanibe, un festival dédié aux enfants, et comportant des pièces de théâtre, de la musique... Plus de mille enfants y ont participé. Aujourd'hui, si je suis présent au Forum Mondial de la Jeunesse, c'est parce que j'ai envie de partager avec les jeunes du monde entier cette expérience, et d'expliquer que malgré les difficultés rencontrées lorsque l'on monte un projet, il faut persévérer, car l'on est jamais seul. Ainsi dans l'expression "solidarité internationale", il y a le mot solidarité, dont on doit faire tout d'abord l'expérience dans son propre pays.

L'ENGAGEMENT DES JEUNES EN FAVEUR DE LEUR PAYS D'ORIGINE

Deux évènements concernant l'engagement des jeunes issus de l'immigration dans la solidarité internationale ont rythmé le mois de novembre. Le 16, le Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR) a organisé une rencontre-débat à Montreuil sur "La relève de la deuxième génération dans les actions de développement". Le 17 novembre, Via le Monde a piloté à Bobigny une réflexion sur "L'engagement des jeunes de Seine-Saint-Denis en faveur du développement des pays d'émigration". Objectif : montrer comment la citoyenneté des jeunes se construit entre ici et là-bas, sur la trace de leurs parents et vers de nouvelles voies.

Depuis les années 70, les migrants se sont organisés pour financer et mettre en œuvre des projets de développement de leur pays d'origine : les caisses villageoises puis les associations issues de l'immigration sont à l'origine de nombreux projets et constructions dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique. Les migrants ont souvent décidé de construire leur vie en France, ont procédé au regroupement familial et leurs enfants sont nés sur le sol français. En 2002, le Haut Conseil de la Coopération Internationale (HCCI) a reconnu que les migrants sont des acteurs incontournables de la solidarité internationale. Les Organisations des Solidarité Internationale Issues des Migrations (OSIM) ont intégré dans leurs activités le développement, qui contribue à l'élaboration d'une société civile dans les pays d'origine. Mais aujourd'hui, certains migrants pensent à la poursuite de leur engagement après eux et interpellent "la deuxième génération", les jeunes migrants et les jeunes issus de l'immigration.

DES JEUNES QUI SE DEMARQUENT DE LEURS AINÉS

Les jeunes migrants et ceux nés ici héritent d'une responsabilité vis-à-vis de leur aînés. Or quel que soit leur parcours, les jeunes n'appréhendent pas leur double culture avec les mêmes références que leurs parents. S'ils sont nés en France, ils ont souvent une vision lointaine, idéalisée ou négative du pays d'origine de leurs parents mais manifestent une grande curiosité. S'ils sont nés au village, leurs projets se construisent entre ici et là-bas, entre l'individuel et le collectif. Dans tous les cas, les jeunes doivent faire face à deux défis : l'engagement dans la solidarité internationale et les questions de l'insertion en France. Cela pose nécessairement, dans leur construction identitaire, la question de l'articulation entre les deux espaces. En général, les jeunes respectent les valeurs transmises par leurs parents, ils possèdent un certain héritage culturel. Mais ils construisent leurs engagements dans la solidarité internationale avec des références, des repères différents. Ils suivent par exemple des études ou travaillent en France, ils ont accès aux nouvelles technologies...

Les projets d'actions en faveur du pays d'origine menés par les jeunes issus de l'immigration alimentent la recherche de leurs racines : ils veulent connaître d'où ils viennent pour savoir où ils vont, afin de composer avec ce que leur propose la vie en France. Les jeunes expriment un désir de s'émanciper et de se démarquer par rapport aux parents ou aux associations existantes, tout en étant de fait dans une certaine continuité. Ils s'engagent ainsi de différentes façons dans la solidarité internationale, mettant en valeur leur origine de "là-bas" et ce qu'ils sont "ici".

LES JEUNES ET LES OSIM

Nathalie Kakpo, doctorante à l'Iresco-CNRS, a fait sa thèse sur "La place des jeunes dans les associations de l'immigration". Elle a constaté que les jeunes qui adhèrent à une association se répartissent ensuite en deux groupes : certains deviennent des militants associatifs, d'autres expérimentent un mode d'engagement plus ponctuel, circonscrit dans le temps. Dans tous les cas, l'engagement dans une association constitue pour les jeunes issus de l'immigration une image valorisante, une fierté qui leur permet d'avancer. Abdoulaye Ndaw, président de l'Union des Jeunes pour le Développement de Marsa au Sénégal témoigne sur l'engagement des jeunes issus de l'immigration : "A la suite de nos pères qui se réunissaient pour récolter des fonds mensuellement, nous les jeunes nés en France avons décidé de continuer cette action, mais de manière un peu différente, moins statique. Par exemple, nous cherchons de nouvelles solutions pour que le village de Marsa soit autonome, nous voulons nous démarquer du système de caisse mensuel. Le village doit avancer de lui-même, sans attendre uniquement l'argent d'immigrés qui se tuent à la tâche. L'immigré aujourd'hui doit pouvoir se démarquer, pour se réaliser dans la société. Les membres de notre association sont tous diplômés et veulent profiter de ce qu'ils ont appris en France pour servir leur pays d'origine".

LES CHANTIERS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Bien souvent l'engagement dans la solidarité internationale des jeunes issus de l'immigration se fait sous la forme d'un chantier. Comment les jeunes nés en France peuvent-ils estimer les besoins au pays ? Comment le débat entre jeunes et anciens se construit-il, sur ce qu'il faut faire au village ? Les jeunes sont motivés pour aller dans leur pays d'origine, parce que souvent ils n'y sont jamais allés. Sur place, les jeunes ressentent le chantier tantôt comme une phase de retrouvailles, tantôt comme une phase de rupture. Mais le voyage est toujours formateur : il a une véritable incidence sur la vie d'ici.

Actuellement, si les jeunes issus de l'immigration engagés dans la solidarité internationale pensent souvent à la professionnalisation, rares sont ceux qui parviennent à la concrétiser. Aujourd'hui le défi est le suivant : faire de l'activité bénévole un tremplin pour l'emploi. Les jeunes d'origine immigrée doivent se servir de l'expérience acquise dans les OSIM ou lors de chantiers de solidarité internationale pour avancer et se faire reconnaître.

D.K.

JEUNESSE, MIGRATION ET CODÉVELOPPEMENT ENJEUX ET PERSPECTIVES

Le groupe jeunesse constitué au sein du Forum des Organisations de Solidarité Internationale (FORIM) a organisé, le 27 novembre une grande journée nationale de restitution, intitulée “Jeunesse, migration et codéveloppement” à la Cité Internationale Universitaire de Paris. Cette rencontre, qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes, avait pour objectif de dresser “un état des lieux et des perspectives de l'engagement de la jeunesse issue de l'immigration”. Les thèmes traités ont été la solidarité internationale, le codéveloppement, la citoyenneté ou encore l'intégration. Liaison Franco-Africaine a suivi le groupe jeunesse dans la préparation de l'évènement et vous donne un aperçu de la journée, fort enrichissante.

Ils sont jeunes, ambitieux, courageux et ont de l'énergie à revendre. Ils s'appellent Sala, Abou, Géraldine, Francis ou Nabil. Ils sont soit nés en France de parents d'origine étrangère, soit arrivés en France très jeunes et sont de nationalité étrangère, ou sont des nouveaux migrants, souvent venus en France pour poursuivre leurs études. Membres ou non d'associations de jeunes issus de l'immigration, ils ont tour à tour rejoint le groupe jeunesse du FORIM et depuis 2003 s'investissent, donnent de leur temps pour réfléchir à des problématiques qui leur tiennent à cœur : l'intégration, la citoyenneté, la solidarité, le codéveloppement. Une réflexion qui a abouti à la réalisation, le 27 novembre 2004, d'une journée de réflexion “Jeunesse, migration et codéveloppement” qui selon le groupe a eu pour objectifs principaux “d'être un lieu d'échange et de capitalisation des expériences individuelles et collectives, de valoriser les engagements des jeunes dans la solidarité internationale et de mettre en lumière les initiatives entrepreneuriales de la jeunesse issue de l'immigration”. Cette journée, qui a rassemblé pouvoirs publics et acteurs de la solidarité internationale, a été un vrai succès et ne peut se comprendre qu'à la lumière du travail effectué par les jeunes du FORIM.

HISTORIQUE DU GROUPE JEUNESSE ET PREPARATION D'UNE JOURNEE NATIONALE

Le groupe jeunesse, tel qu'il est aujourd'hui, s'est formé petit à petit, sous l'impulsion du FORIM. Tout commence en mars 2003, quand ce dernier confie à “Migration et Développement” l'organisation d'ateliers régionaux en Ile-de-France, en Aquitaine et en Rhône-Alpes, dans l'optique de préparer une rencontre nationale avant la fin de l'année 2004. Un groupe de travail est alors mis en place sous la responsabilité du FORIM, et Mamadou Dem se voit confié de l'animation. Ces ateliers sont l'occasion pour les jeunes membres d'associations d'expliquer qui ils sont et ce qu'ils font. Leurs actions leur permettent de se construire une identité citoyenne nationale et internationale, et de pouvoir s'épanouir entre deux espaces, la France et leur pays d'origine. En février 2004, le groupe se décompose en sous-groupes afin de rédiger une note de cadrage, tout en accueillant en son sein de nouvelles personnes. Depuis cette date, il se réunit au FORIM toutes les semaines et fait preuve d'une grande mobilisation et responsabilisation. Très rapidement, le groupe jeunesse manifeste son envie d'organiser la journée nationale autour des thèmes auxquels il est sensible. Les jeunes pensent en effet que “l'apport des actions qu'ils mènent souffre à la fois d'une faible reconnaissance des pouvoirs publics et des autres acteurs de la solidarité internationale et d'une sous-représentation au sein des instances publiques de représentation”. Le FORIM apporte immédiatement l'encadrement et la logistique nécessaires aux jeunes pour effectuer cette rencontre et souhaite qu'ils se prennent en charge et qu'ils expriment tout ce qu'ils ressentent. Le groupe travaille dur pour mettre sur pied une journée réussie. Les thèmes des ateliers sont définis, des commissions chargées d'un poste précis (organisa-

tion, communication, soirée) sont créées. Le 12 septembre 2004, une grande journée d'échange est organisée à Montrognon pour faire le point sur le travail accompli. Le programme est fixé, et grâce à l'aide de l'équipe du FORIM, constamment présente, la journée prend forme.

UNE JOURNEE RICHE EN DEBATS

Samedi 27 novembre : la date tant attendue est arrivée. La séance plénière d'ouverture réunit Chansemone Voravong, membre du CA du FORIM, Nicole Martin, de la Direction des Populations et Migrations, Virginie Lucas, du Ministère des Affaires Etrangères et Sala Konte, représentante du groupe jeunesse. Trois ateliers sont ensuite proposés aux participants. Le premier s'intitule “citoyenneté, intégration, interculturel, intergénérationnel” et propose des thèmes de réflexion sur la question de la citoyenneté des jeunes issus de l'immigration qui veulent être reconnus par la société française mais qui sont souvent confrontés à des difficultés, notamment la discrimination. L'intégration des jeunes ne peut être dissociée de la culture du pays d'origine, transmise par les parents. Nicole Martin, Claire Villiers du Conseil Général de l'Ile-de-France, Bassy Diarra, maire-adjoint à la ville d'Achères et José Pinto, fonctionnaire territorial sont les intervenants de l'atelier. Le second atelier “La diversité, une force pour la jeunesse, un atout pour l'Europe” réunit Paul Oriol, rédacteur de La lettre de la Citoyenneté ou Barbara Bicknell de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire, pour traiter de la citoyenneté européenne. Des sujets comme la politique d'immigration menée par l'Union Européenne ou l'apport des jeunes du Sud venus en Europe dans le cadre de leurs études dans les relations Nord-Sud sont traités. Enfin, le troisième atelier, sur “l'engagement de la jeunesse dans les actions de codéveloppement” rassemble Valérie Huguénin, du Ministère des Affaires Etrangères et Gilles Cressan, responsable de la cellule relais du programme FSP Codéveloppement Mali. Il permet de faire le bilan des actions initiées par la jeunesse et d'analyser les différentes politiques de développement entre la France et les pays du Sud. Force est de constater que les jeunes issus de l'immigration dépassent le schéma classique de l'engagement envers le pays d'origine des parents. Ainsi, l'association Vijana Ya Congo, qui rassemble des Congolais, des Ivoiriens ou des Français a organisé l'été dernier un chantier en République Démocratique du Congo.

La séance plénière concluant la journée propose une synthèse des débats et un échange avec la salle. Le groupe jeunesse se réjouit du déroulement de la journée et se félicite qu'elle “débouche sur des propositions concrètes de la part des autorités publiques”. Bien décidés à occuper une place dans le débat publique, les jeunes continueront dès demain leur travail. En attendant, ils vont profiter de la soirée interculturelle qui conclue cette journée de restitution, qui restera dans toutes les mémoires comme une réussite.

ÊTRE FINANÇÉ POUR PARTIR EN CHANTIER JEUNE

Les programmes VVV/SI et JSI ont été mis en place dans les années 1990 pour permettre aux jeunes de s'impliquer dans des actions de solidarité internationale. Le temps d'un chantier, les jeunes s'investissent et apportent de leur temps aux populations du Sud. Cette expérience est toujours enrichissante et constitue un réel apprentissage, utile pour l'évolution personnelle des jeunes.

La journée du 27 novembre "Jeunesse, migration et codéveloppement" organisée par le FORIM, et notamment l'atelier numéro trois intitulé "L'engagement de la jeunesse dans les actions de codéveloppement" ont été l'occasion de revenir sur les dispositifs qui permettent aux jeunes de s'engager dans la solidarité internationale. Valérie Huguenin, du Ministère des Affaires Étrangères, de la Direction Générale de la Coopération et du Développement, Mission pour la Coopération non-gouvernementale, a commenté en détail les deux programmes en direction des jeunes vivant en France désireux de s'impliquer dans des actions de solidarité internationale.

LE PROGRAMME VVV/SI, POUR LES JEUNES EN DIFFICULTÉ

Le Ministère des Affaires Étrangères (MAE) soutient, depuis 1991, le dispositif Ville-Vie-Vacances/Solidarité Internationale (VVV/SI) qui permet à des jeunes vivant en France, qu'ils soient en difficulté ou issus des quartiers difficiles ou défavorisés, de réaliser des chantiers de développement dans les pays relevant de Zone de Solidarité Prioritaire (ZSP). L'objet du programme est selon le MAE "de faire bénéficier les jeunes en difficulté, notamment ceux issus de l'immigration, en France, de nouvelles occasions de mobilisation dans leur propre parcours d'insertion sociale et professionnelle, et de faciliter leur participation ainsi que celle de leurs associations, à des projets de solidarité internationale favorisant l'échange et la compréhension mutuelle". Une enveloppe de 420 000 € a été réservée en 2004 par le MAE pour le cofinancement des actions inscrites dans le cadre du programme VVV/SI.

LE PROGRAMME JSI, POUR LES ETUDIANTS

En 1997, le Secrétariat d'État à la Coopération a créé le programme Jeune Solidarité Internationale (JSI) calqué sur le programme VVV/SI. Il s'agissait alors de répondre aux sollicitations de l'ensemble des jeunes souhaitant réaliser des projets de solidarité internationale quelle que soit leur situation personnelle. Ce programme vise depuis cette date à soutenir la rencontre de jeunes de quinze à vingt-cinq ans du Nord et du Sud par la réalisation de projets de solidarité internationale communs dans un pays de la ZSP ou en France. Ce programme est le fruit d'un travail paritaire des pouvoirs publics et des associations, réunis au sein du Groupe Jeunesse de la Commission Coopération Développement. Le dispositif a été doté à l'origine d'une enveloppe d'un milliard de francs. En 2004, la dotation a été de 265 000 € et elle sera de 266 000 € pour 2005.

DEUX PROGRAMMES AUX MEMES MODALITES

Valérie Huguenin a expliqué que dans ces deux programmes, les projets soumis au MAE concernent essentiellement "des chantiers de construction ou de réhabilitation de salles de classes, de dispensaires, de bibliothèques, de foyers pour jeunes, mais aussi des projets à caractère sportif, culturel ou liés au développement rural (reboisement, irrigation...)". Ces projets mobilisent en général dix à seize jeunes encadrés par un ou deux animateurs et durent environ trois à quatre semaines. La participation du Ministère est destinée au financement des dépenses locales des projets de développement (achat de matériaux, fournitures, équipements, déplacements locaux, frais de séjour...), ainsi qu'au financement des actions d'éducation au développement, mises en œuvre par les jeunes à leur retour



Chantier de solidarité organisé par l'Association Achéroise de Solidarité Internationale en 2003. Pendant 15 jours, une dizaine de jeunes ont procédé à la construction d'une école dans un village du Mali.

en France. Ces actions ne peuvent dépasser les 10 % du budget total du projet. Les frais de voyages internationaux et de préparation du projet en France sont exclus de la participation du MAE. En aucun cas le cofinancement accordé par le MAE ne peut excéder 50 % du budget total du projet. Les cofinancements accordés les années précédentes se sont échelonnés, selon les groupes, entre 2000 et 7000 €.

Chaque projet doit être parrainé par une association de solidarité internationale française, membre de la Commission Coopération Développement. Le parrain est le garant du projet vis à vis des pouvoirs publics français et destinataire de la subvention allouée par le MAE. Il doit veiller aux conditions de préparation du projet qui nécessitent une forte implication des jeunes, ainsi qu'à la nature du partenariat au sud : le programme exige que le partenaire du sud soit fortement impliqué dans tout le processus d'élaboration du projet jusqu'à sa mise en œuvre sur le terrain. Le parrain doit enfin surveiller les conditions de restitution et de valorisation de l'action au retour du groupe. Valérie Huguenin a souligné que la restitution est "une phase essentielle du projet, qui permet de dresser un bilan et d'envisager les suites à donner à l'action".

Chaque dossier reçu donne lieu à une instruction approfondie de la part du Comité d'Examen Paritaire, qui présente ensuite des propositions de subvention au Département. La gestion technique et financière du programme a par ailleurs été confiée par le MAE au FONJEP (Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire), association loi 1901, reconnue d'utilité publique, cogérée par les pouvoirs publics et les associations de jeunesse et d'éducation populaire.

D.K.

BASSY DIARRA : "LES CHANTIERS PERMETTENT LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE"

Bassy Diarra est un jeune Malien vivant en France. De nationalité franco-malienne, il est aujourd'hui maire-adjoint à la ville d'Achères et membre fondateur de l'Association Achéroise de Solidarité Internationale (AASI). Depuis 1997, il organise des chantiers de solidarité internationale au Mali. Pour Liaison Franco-Africaine, il livre sa perception de l'engagement des jeunes dans la solidarité internationale.



Liaison Franco-Africaine : Peux-tu nous retracer brièvement ton parcours ?

Bassy Diarra : Je suis venu en France en 1989 pour suivre des études d'informatique, mais j'ai dû faire une formation différente. Je me suis rapidement investi dans des associations caritatives, comme la CIMADE ou la Ligue des Droits de l'Homme, dont j'ai animé la section à Achères. J'ai ensuite été élu président de la Fédération Départementale de la Ligue des Droits de l'Homme. Mon engagement a coïncidé avec le grand mouvement, en 1996, des sans-papiers de Saint-Bernard. Il y a eu de brèves actions dans les Yvelines où je résidais ; j'ai ainsi animé une grève de la faim. Tête du mouvement, j'étais présent à Saint-Bernard. Par la suite, je me suis investi dans la campagne législative de 1997, en soutenant la gauche. J'ai pu approcher beaucoup d'hommes politiques influents à ce moment là, et j'ai ensuite participé à la création du groupe des Verts à Achères. J'ai travaillé en emploi jeune à la mairie d'Achères, où j'ai mis en place un Conseil des Jeunes. En 2001, je me suis présenté sur la liste des élections municipales, et j'ai été élu troisième adjoint au maire. J'ai été chargé des questions de citoyenneté et de démocratie participative. Je ne suis pas passé de citoyen à politique, je suis passé par une grande phase de participation à la vie publique.

LFA : Tu as effectivement créé une association, l'AASI...

BD : Etant animateur au service jeunesse d'Achères, j'ai proposé en 1997 à la ville un projet de chantier de solidarité internationale, qui l'a accepté. Je suis parti avec des jeunes au Mali pour créer un centre de santé. Puis la gauche est venue au pouvoir et a impulsé les projets de jeunesse. Nous sommes

repartis en 1998 et, voyant que les projets de solidarité internationale avaient de plus en plus d'importance, quelques personnes, parmi lesquelles René Simon, Géraldine Poisson et moi-même avons créé en 2000 l'AASI. L'idée était de formaliser les actions que nous menions depuis trois ans. En 2001, un groupe de jeunes est parti pour construire une école. Ils ont cependant rencontré des difficultés conséquentes, les villageois n'étant pas assez préparés. Le groupe est revenu avec un sentiment d'échec, mais nous en avons tiré des leçons. En 2002, c'est René Simon qui a posé la première pierre de l'école. En 2003, le Conseil Général des Yvelines s'est engagé à donner de l'argent tous les ans. Depuis 1997, soixante-dix jeunes des Yvelines sont partis.

LFA : Selon toi, les chantiers jeunesse sont-ils un réel moteur de développement ?

BD : Aujourd'hui, les différentes réalisations faites par des jeunes lors d'un chantier permettent le développement de l'Afrique parce qu'elles répondent de plus en plus à des besoins fondamentaux : l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable. Mais c'est aussi parce que les jeunes qui partent sont sensibles aux problématiques du développement. Pendant longtemps, les jeunes ont été financés pour partir en Afrique, afin de calmer les tensions dans les cités. C'est à cette fin qu'a été mis en place le mécanisme VVV/SI. Aujourd'hui ce n'est plus comme cela que l'on doit agir. Il faut poser le problème en terme d'un réel besoin des pays africains, qui souffrent d'une carence de participation publique. Les chantiers jeunesse doivent réellement servir aux populations.

LFA : Comment se traduit l'engagement des jeunes lors d'un chantier ?

BD : Les jeunes sont toujours heureux de participer à un chantier, ils s'impliquent avec énergie dans la préparation

du projet. Sur place, ils apprennent beaucoup sur le plan de l'humilité, du courage. Chaque chantier est riche en rencontres, riche en échanges culturels. Le problème le plus pesant auquel nous devons faire face est celui de la restitution. Je ne sais pas vraiment pourquoi les jeunes se désinvestissent à ce moment là ; il faudrait certainement que les associations y réfléchissent ensemble. Peut-être est-ce une question de temps de saturation : l'après-Afrique est toujours très éprouvant. Peut-être que le problème vient de l'utilité même d'une restitution, et de sa forme figée (une exposition, un film), exigée par les institutions qui financent le chantier. Selon moi, il serait plus judicieux de créer un contrat de départ, qui serait passé avec les institutions avant de partir, et qui éviterait une restitution a posteriori. Mais il faut préciser que la restitution n'est pas une contrainte pour tous les jeunes. Certains apprécient réellement de parler de leur projet. En général ce sont les étudiants, qui ont davantage conscience du développement, qui sont les plus présents.

LFA : Que penses-tu de l'éducation au développement, un concept très en vogue aujourd'hui ?

BD : Il faut bien faire attention à ce qu'il y ait un sens derrière les mots. Personnellement, je pense qu'il est nécessaire d'éveiller les jeunes et de leur faire prendre conscience qu'il existe des inégalités entre le Nord et le Sud. L'Education Nationale a bien sûr un rôle à jouer : dans les manuels il faut que les jeunes apprennent l'histoire d'une France colonisatrice, et l'histoire de peuples colonisés. Mais c'est toute la société qui doit évoluer et participer à la solidarité internationale. En ce qui concerne plus particulièrement les chantiers, il est nécessaire que la préparation soit très poussée : les jeunes doivent assimiler la notion de développement, et la dissocier de celle d'humanitaire.

Propos recueillis par Delphine KA

ALLOTAMBACOUNDA, UN FESTIVAL POUR LA JEUNESSE SÉNÉGALAISE

C'est l'histoire extraordinaire d'un jeune Sénégalais, natif de Tambacounda, Bounama Camille Silla. Agé de vingt-cinq ans, il a la tête remplie de projets et se donne tous les moyens pour les réaliser. Très actif, il a créé une association, et met actuellement en place un Festival culturel, intitulé Allotambacounda. Largement soutenu par différentes institutions et personnalités, il a pour objectif d'éveiller à la culture les jeunes Sénégalais.

Bounama Camille Silla est venu en France il y a cinq ans et s'occupe actuellement d'un cyber-café à Montigny les Corneilles, dans le Val d'Oise. Autodidacte, astucieux et énergique, il est particulièrement sensible aux problématiques de la culture. Par le passé, il a été à l'origine de plusieurs initiatives culturelles au Sénégal : il a monté un groupe de rap, a organisé de nombreux concerts.

DE NOMBREUX CHAMPS D'ACTIONS

Au début de l'année 2004, Bounama a créé son association, le Monde des Idées et des Actions, qui compte actuellement une quinzaine de bénévoles actifs. Un nom qui reflète bien son état d'esprit : réfléchir, puis agir dans un second temps. "Le but de cette association, explique Bounama, est de favoriser le rapprochement des peuples d'Afrique et de France. Pour cela, nous proposons et initions des manifestations culturelles en direction des jeunes en France et en Afrique, qui concernent les questions d'environnement, de santé, de lutte contre le Sida, la situation des enfants de la rue et la promotion de la langue française." Des actions diverses concernant la santé sont d'ores et déjà en cours : la priorité du Monde des Idées et des Actions est de mettre en place un programme de prévention et de sensibilisation contre le Sida. Pour cela, une cassette audio expliquant les modes de transmission et les manières de se protéger a été enregistrée dans plusieurs dialectes (pulaar, wolof, bambara, soninke), afin de toucher le plus grand nombre de personnes. La cassette est en cours de distribution. Dans un avenir proche, l'association procédera à une distribution gratuite de méthodes de contraception, organisera un débat et des ateliers de sensibilisation. A propos de l'éducation, le Monde des Idées et des Actions a l'intention d'initier la population à l'outil informatique. La création d'une salle Internet gratuite dans le centre culturel de Tambacounda et des sessions de formation sont prévues. Du côté de l'environnement, l'association va mettre en place une opération ville propre "Set setal". Cette opération permettra d'encourager toutes les initiatives visant à améliorer la qualité de vie du département de Tambacounda, en collaboration avec les autorités municipales.

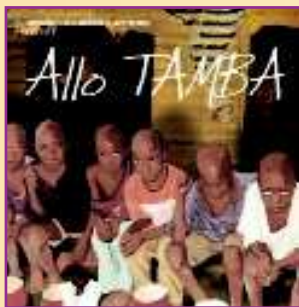
UN FESTIVAL INEDIT, POUR L'AVENIR DE TAMBA

Pour mener ces projets à bien, Bounama a eu l'idée d'organiser un grand événement, qui servira de tremplin et qui aidera la jeunesse de Tambacounda à s'auto-développer. Il travaille aujourd'hui à la création un Festival annuel à Tambacounda, dont la première édition aura lieu fin 2005 : "Allotambacounda n'est pas un festival supplémentaire, il s'agit de marier la culture à la modernité, le développement à la solidarité, et en écoutant de la musique d'écouter les jeunes et leurs besoins. Un habitant de Tambacounda sur six a moins

de vingt-et-un ans. Aider cette jeunesse, c'est un défi lancé à l'Afrique, au Sénégal, à l'Europe et à la France". Le programme du festival est presque fixé : un grand concert sera donné par des artistes sénégalais et internationaux, un concert concours de jeunes talents de la région sera organisé, divers débats sur les thèmes du Sida et de l'environnement seront proposés ainsi que des ateliers sur les nouvelles technologies. Le Festival a l'intention particulière d'aider les jeunes de Tambacounda, et notamment les taalibe : "Les taalibe ont de trois à quatorze ans, ils vivent souvent dans la rue. Ils mendient pour manger, ne portent pas de chaussures, et leurs vêtements sont en piètre état. Les seuls à s'occuper d'eux sont les marabouts. Nous voulons les aider, et nous sommes en train d'effectuer une collecte de vêtements et de chaussures en France, avec l'aide de plusieurs associations. Le Festival mettra à l'honneur ces jeunes".

LA RECHERCHE DE FINANCEMENTS

Le concept d'Allotambacounda a déjà séduit de nombreuses personnes ou institutions, qui se sont engagées à aider l'association. Le Festival sera organisé en collaboration avec le centre culturel de Tambacounda, la municipalité et différentes radios locales. Le Président de la République du Sénégal Maître Abdoulaye Wade, le Consulat Général du Sénégal en France et l'UNESCO se sont engagés à accompagner l'association. Différentes municipalités françaises, comme celles de Cachan, de Bezons et de la Courneuve ont proposé un partenariat. Aujourd'hui Bounama recherche d'autres partenaires : "l'intention est d'impliquer le plus d'acteurs dans le Festival, afin que cette première édition soit un véritable succès. Une collaboration ou un parrainage des institutions politiques, d'organismes privés ou d'individus est essentielle". De grands noms de la musique africaine, européenne et américaine ont promis leur participation.



Pour contribuer à financer le Festival, l'association a produit un CD "Allo Tambacounda", tout juste sorti dans les bacs, au prix de 14 euros. Il réunit de célèbres artistes, du milieu rap, hip-hop, français ou sénégalais parmi lesquels Princess Anies, Keisha, Mokobé (113), Gaz ou Oumar Thiam qui ont gracieusement offert leurs morceaux à l'association. Plusieurs milliers de CD ont déjà été réservés. Plusieurs radios françaises diffusent déjà les morceaux. Le CD est mis en vente par le biais du site Internet de l'association, nouvellement créé et qui permet de manifester son soutien : www.allotambacounda.com 06 03 04 56 07

D.K.

LES ACTIONS MENÉES PAR SOBA RÉCOMPENSÉES PAR LE HCCI

Mercredi 8 décembre, le Burkina Faso a été à l'honneur à l'hôtel Matignon, à l'occasion de la remise des Prix de la Coopération Internationale 2004, organisée par le Haut Conseil de la Coopération Internationale (HCCI). Le premier ministre français Jean-Pierre Raffarin a remis en personne le Prix Action de Développement, doté de 15 000 euros, au Comité de gestion villageois de Bâ, partenaire local de Soba, la Grande Maison, une Organisation de Solidarité Internationale Issue des Migrations (OSIM).



Moussa Konate, président de l'association Soba la Grande Maison, aux côtés de Bertrand Dufourq, président de la Fondation de France, Nicole Guedj, Secrétaire d'Etat aux Droits des victimes et Jean-Pierre Raffarin, Premier Ministre français.

Le HCCI, créé en 1999 et renouvelé en 2002, a pour mission de favoriser la concertation entre les divers acteurs de la coopération internationale et de sensibiliser le public aux enjeux de cette coopération. Le prix de la Coopération Internationale, vise à distinguer chaque année des actions exemplaires de coopération internationale conduites par tout acteur de la société civile française (associations, entreprises, syndicats, collectivités territoriales...) menées en partenariat avec des organismes publics ou privés d'un autre pays. Remis pour la première fois en 2001, la notoriété du prix de la Coopération Internationale s'est étendue rapidement à travers les réseaux des Organisations de Solidarité Internationale (OSI). Il est une preuve du sérieux et de la qualité des actions menées par les lauréats. Le jury, présidé par Jacques Pelletier est composé de membres du HCCI et de représentants d'organismes avec lesquels il collabore comme la Fondation de France, la Mission pour la coopération non gouvernementale du Ministère des Affaires Etrangères ou l'Agence Française de Développement. Les membres du jury ont dû cette année départager cinq lauréats parmi une cinquantaine de dossiers de très bonne qualité. L'association Soba s'est distinguée et a reçu le Prix Action de Développement.

SOBA, LA GRANDE MAISON

Soba, qui signifie la grande maison en bambara, est une association de personnes issues de l'immigration ; elle est présidée par Moussa Konate, burkinabé. Le Secrétaire Général, Moussa Sissoko est sénégalais, la trésorière est française ; Soba ne se veut pas communautariste, elle accueille toutes les personnes motivées quelle que soit leur nationalité. Elle agit en partenariat avec le comité de gestion villageois de Bâ, qui regroupe une cinquantaine de bénévoles et huit groupements villageois. Elle a été récompensée pour son action de scolarisation des enfants et des jeunes dans une zone rurale située dans le département de Djibasso, dans la province de la Kossi, au Burkina Faso.

LA CREATION DE L'ASSOCIATION

En 1994, des ressortissants du département de Djibasso installés en France lancent le projet de construction d'une école qui accueillera les enfants de Bâ et ceux des villages alentours. Dans cette zone rurale et isolée, très peu d'enfants sont scolarisés, l'école la plus proche de Bâ se situant à une dizaine de kilomètres. Inaugurée le 8 janvier 1996, l'école de Bâ accueille la première année une centaine d'enfants. La deuxième année, l'on compte deux-cent-dix enfants scolarisés, et l'effectif ne cesse d'augmenter, les demandes des parents se faisant chaque année de plus en plus nombreuses. L'école de Bâ est aujourd'hui une référence en terme d'enseignement public et laïc ; elle a été reconnue par l'Inspection Provinciale de Nouna, province de la Kossi.

UN PRIX QUI SALUE UN INVESTISSEMENT CONSTANT

Le président de Soba, Moussa Konate, a été particulièrement fier de voir son investissement reconnu et c'est

avec beaucoup d'émotion qu'il a reçu le Prix Action de Développement des mains du Premier Ministre, Jean-Pierre Raffarin : "Je remercie tous les partenaires passés et futurs, le Ministère des Affaires Etrangères, les partenaires locaux et particulièrement l'Etat burkinabé qui nous ont toujours soutenu et aidé dans nos actions. Je remercie également la Fédération des Associations Franco-Africaines de Développement (FAFRAD) qui nous a apporté son soutien technique. Vous devez savoir que tout n'a pas toujours été évident, nous sommes une petite association composée uniquement de bénévoles. A nos débuts nous avons dû nous battre pour trouver des bailleurs de fonds. Aujourd'hui, nous sommes des personnes de confiance, et ce prix salue notre courage et notre volonté de faire changer les choses. Les 15 000 € que nous recevons vont nous aider à mener à bien notre nouveau projet pour le village de Bâ, la création d'un centre de santé".

UNE CEREMONIE SOUS LE SIGNE DES MIGRATIONS

Animée par le journaliste Jean-Claude Narcy, la cérémonie a rassemblé différents membres du gouvernement français sous l'égide du Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin, dont Patrick Devedjan, Ministre délégué à l'Industrie et Nicole Guedj, Secrétaire d'Etat aux Droits des victimes auprès du Garde des Sceaux. Des grands noms de la coopération et du mouvement associatif ont également été présents. Le prix remis à Soba a permis de mettre à l'honneur les OSIM, représentées par le Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues de Migrations (FORIM). Ces organisations de migrants prennent de plus en plus d'importance dans le domaine de la coopération. Par ailleurs, l'ambassade du Burkina Faso a félicité l'association Soba pour son investissement constant, sa rigueur et son efficacité dans le travail mené.

UNE MAISON CULTURELLE DESTINÉE A L'AFRIQUE NOIRE

Une Maison de l'Afrique Noire verra prochainement le jour à Saint-Denis, dans le département de la Seine-Saint-Denis (93). Cette Maison a pour objectif premier d'être un vaste lieu d'échange culturel entre populations africaine et française. Construite sur une superficie de 2000 mètres carrés, elle permettra de visionner des films ou d'assister à des spectacles, de s'initier à la cuisine africaine, de regarder des forgerons au travail ou encore de se documenter au centre de ressources. L'Afrique, comme si l'on y était...

Au départ il y a le désir de reconnaître la culture africaine, afin de contribuer à la création en France d'une authentique société plurielle. Pour les initiateurs du projet de la Maison de l'Afrique Noire, l'installation durable des communautés africaines en France amène à réfléchir sur deux questions majeures. Tout d'abord sur celle de "la place que la société française doit accorder aux femmes et aux hommes originaires d'Afrique Noire, en termes d'habitat, de pratique religieuse, d'emploi, de formation ou de droits. Comment leur permettre une insertion sociale, économique et culturelle réussie, tant au niveau individuel que collectif ?". Le deuxième axe de réflexion porte sur la présence des Africains sur le territoire français : "comment leurs valeurs, leurs activités citoyennes et leurs innovations culturelles peuvent transformer la société française ? Par quelles initiatives les membres des communautés africaines, porteurs d'une mémoire anticoloniale, d'une mémoire ouvrière, acteurs de nombreux combats pour l'égalité, de multiples projets de développement dans leur pays d'origine, peuvent-ils contribuer à modifier les rapports que la société française entretient avec son histoire et faire naître de nouvelles relations entre la France et l'Afrique, entre le Nord et le Sud ?"

La Maison de l'Afrique Noire a alors pour objectifs de favoriser les échanges et les débats entre les communautés africaines et la société française en y associant tous les acteurs. Elle ambitionne de mieux faire connaître l'histoire, les langues et les cultures de l'Afrique, l'histoire de l'immigration et des diasporas ; promouvoir les traditions artistiques et la création contemporaine, dans les domaines de la littérature, du cinéma, du spectacle vivant et des arts plastiques. Elle a également l'intention de faire apprécier et transmettre les techniques artisanales et culturelles. Elle souhaite enfin être un outil au service des activités et des acteurs qui œuvrent pour une meilleure insertion ici en France et pour le développement durable des pays d'origine.

SAINT-DENIS, VILLE COSMOPOLITE

Pour accueillir cette Maison de l'Afrique Noire, la ville de Saint-Denis a été proposée car la population africaine qui y vit, dans les foyers et les quartiers, est nombreuse et diversifiée. Elle participe à de nombreuses initiatives militantes et culturelles. Par ailleurs, le tissu associatif dionysien est dynamique et particulièrement concerné par la lutte contre le racisme et pour la solidarité internationale. L'Université Paris VIII a depuis longtemps manifesté son ouverture vers les pays du Sud. Enfin les élus de la majorité municipale sont impliqués dans la lutte pour la régularisation des sans-papiers, à l'écoute des problématiques liées au devenir des foyers et engagés dans des actions de coopération décentralisée. En outre, Saint-Denis est une ville importante de la Seine-Saint-Denis, département dont le Conseil Général cherche à développer une réflexion originale et à mettre en oeuvre des projets innovants.

Quelques réactions du comité de parrainage

Lucie AUBRAC : "Voilà un lieu où se retrouveront les familles africaines dans l'ambiance de leur pays d'origine. Les jeunes de France connaîtront leurs camarades d'école autrement que par un prénom ou par des différences qui les éloignent les uns des autres, source du racisme latent. Pourquoi, dans ce lieu convivial, ne se retrouveraient-ils pas pour la rupture du jeûne ou le tirage des rois ?"

Raymond AUBRAC : "La Maison de l'Afrique Noire permettra aux communautés de mieux se connaître. Ainsi se consolidera, fondée sur l'estime réciproque et les valeurs communes, notre société multiculturelle."

Cheick Oumar SISSOKO : "La Maison de l'Afrique Noire comble un vide qui faisait le lit à l'incompréhension, à l'ignorance. C'est de cette incompréhension née du silence et d'actes posés volontairement et logiquement illustrés par des discours et des seules images-misères du continent, que naissent le racisme, les guerres fratricides, loin de l'histoire riche qui lie les hommes et les femmes de notre sainte terre."

Gustave MASSIAH : "Qu'il n'existe pas encore de Maison de l'Afrique à Paris est une aberration, somme toute logique quand on prend la peine d'y penser. Que le défi soit relevé dans une périphérie qui a vu des couches populaires de toutes origines nouer leur identité, est une promesse de modernité pour la société française, la preuve que parmi les mondes possibles, nous choisissons celui de la fraternité, de l'égalité et de la liberté."

HISTORIQUE DE L'INITIATIVE

À l'occasion de l'inauguration de la semaine "Saint-Denis, solidaire et antiraciste" en 2000, un débat est organisé à la Mairie de Saint-Denis par le Centre d'Etudes, de Recherche et d'Actions Solidaires avec l'Afrique (CERASA PARIS VIII). Animé notamment par Christophe

Daum, Ingolf Diener, Michel Samuel et Mahamet Timéra le débat porte sur la critique des politiques de coopération franco-africaine et le soutien aux initiatives des migrants en direction de leur pays d'origine. De nombreux Africains, membres de comités de résidents de foyers et responsables d'associations de développement villageois, participent à la discussion. Au cours du débat, Geneviève Petauton, responsable du Collectif Pour l'Avenir des Foyers (COPAF), propose de créer une Maison de l'Afrique Noire à Saint-Denis. Cette idée suscite un vif intérêt des participants. De juin à décembre 2000, une vingtaine de personnes, parmi lesquelles des dé-

INITIATIVE AFRICA, OU COMMENT FAIRE CONNAÎTRE SES PROJETS À LA TÉLÉVISION

L'émission Initiative Africa permet de faire connaître au grand public les projets menés par les Africains ou les migrants africains pour leur pays. Le but est de montrer une Afrique dynamique, porteuse d'espoir et d'avenir. Quiconque le souhaite peut envoyer un dossier sur son initiative à la société de production et espérer être l'objet d'un reportage. Avec à la clé la possibilité de gagner jusqu'à 12 000 dollars pour continuer d'œuvrer dans les domaines fondamentaux.

People TV est une société de production française basée dans la région parisienne qui a créé, en septembre 2002 une émission appelée Initiative Africa, bimensuelle, dédiée aux projets d'individus ou d'organismes contribuant au développement du continent africain. Initiative Africa est produite en français, en anglais et en portugais et elle est diffusée sur trente-quatre chaînes nationales hertziennes africaines, comme l'ORTM au Mali, la RTS au Sénégal, la TNB au Burkina Faso... Quatre chaînes satellites européennes, au Royaume-Uni, en Belgique, en Allemagne et en France diffusent également le programme. Chaque émission, de trente minutes, propose trois reportages sur trois initiatives distinctes. Depuis sa création, soixante-douze sujets ont été réalisés. La formule de l'émission a fait ses preuves, en témoigne l'augmentation de l'audience de plus de 40% tout au long de l'année 2004. L'émission bénéficie sur toutes les chaînes africaines d'une heure d'écoute favorable puisqu'elle est diffusée entre 18h30 et 21h30.

FAIRE PARTICIPER TOUS LES TÉLESPECTATEURS

Initiative Africa est la première émission interactive africaine. Les téléspectateurs ont la possibilité de signaler à la société de production People TV les initiatives susceptibles de faire l'objet d'un reportage. Ils sont également invités, à l'issue de chaque émission, à voter pour les projets qui leur ont plu. Quatre téléspectateurs tirés au sort à chaque émission peuvent ainsi se partager la somme de 100 000 Francs CFA. Pour voter, l'on peut se connecter sur le site de l'émission ou écrire un courrier. A chaque reportage diffusé, People TV enregistre environ 15 000 votes, en provenance de tous les pays d'Afrique.

UNE AFRIQUE QUI BOUGE

Les objectifs de l'émission sont de trois sortes. L'idée est tout d'abord de mettre en avant les Africains qui œuvrent pour

l'Afrique, qu'ils habitent sur place ou qu'ils soient migrants. Initiative Africa entend également donner une image positive de l'Afrique, en montrant qu'elle n'est pas uniquement symbole de pauvreté, de maladie, ou de chômage. Enfin, l'émission vise à faire des initiatives diffusées un modèle de référence, multipliable. Il faut inciter les gens à faire ce qu'ils voient, et leur montrer qu'il est possible de mener à bien des projets en Afrique. François Baudry, producteur chez People TV, souligne les qualités

de la santé, de l'environnement et du social. Kgalalelo Ntsepe a remporté le premier prix, soit 12 000\$, pour son projet "Miss VIH". Madame Ntsepe est une jeune femme séropositive qui vient en aide aux personnes atteintes du Sida dans son pays, le Botswana, soit 35% de la population. En combattant les préjugés, elle permet aux malades de mieux vivre avec leur séropositivité. Mama Balagizi a été récompensée par le deuxième prix, d'un montant de 8000\$. Cette



La santé, l'éducation, la culture ou l'environnement sont les différents thèmes abordés par l'émission bimensuelle Initiative Africa. ©Initiative Africa

d'Initiative Africa : "c'est un magazine qui respecte les individualités et les collectivités, locales, nationales et régionales. Les reportages dressent le portrait de ces hommes et de ces femmes qui, dans les villes ou les campagnes d'Afrique, travaillent à changer la vie des gens au quotidien. Par le caractère exemplaire des histoires racontées et par la présence d'un invité vedette impliqué dans le développement, le magazine a comme objectif de promouvoir et stimuler l'esprit d'initiative".

TROIS LAUREATES EN 2004

Chaque année, un jury se réunit à Paris pour élire les trois projets gagnants, parmi les dix projets plébiscités par les suffrages des téléspectateurs. Le Trophée Initiative Africa 2004 a récompensé trois femmes pour leurs initiatives au Bénin, au Botswana et en République Démocratique du Congo, dans les secteurs

congolaise se bat depuis vingt-deux ans pour redonner espoir aux plus démunis, qui habitent dans un quartier périphérique de la capitale et qui sont complètement oubliés par les autorités. Elle effectue des soins auprès des enfants, elle essaie de créer des activités génératrices de revenus... Enfin, le troisième prix, de 5000\$, salue l'initiative de Grâce Dotou, pionnière dans les actions d'environnement. Au Bénin, elle a créé une petite coopérative de femmes qui recyclent les sacs plastiques en les transformant en divers objets. La mise en vente leur assure un petit revenu. Le jury a tenu à souligner la qualité des projets des lauréates : "ces belles initiatives émanant du continent africain sont des preuves évidentes d'une Afrique dynamique. Elles sont les témoins de femmes qui prennent en main leur avenir et celui de ceux qui les entourent".

UN GIGANTESQUE ÉLAN DE SOLIDARITÉ TRAVERSE LE MONDE

A la lumière des événements tragiques qui ont déchiré l'Asie du Sud-Est, Mamadou Malick Ndiaye nous livre une analyse du mot solidarité, dans l'intention de délivrer un message d'espoir. Le terme solidarité, mis sur la sellette dans tous les milieux, doit être utilisé à bon escient.

En terme de jurisprudence, la solidarité est l'engagement par lequel des personnes s'obligent les uns les autres, et chacune pour tous. La solidarité ne se présume point, il faut qu'elle soit expressément stipulée. Dans le langage ordinaire, c'est la responsabilité mutuelle qui s'établit entre deux ou plusieurs personnes. En économie, la solidarité organique est la relation nécessaire d'un acte de l'économie avec tel ou tel autre différent ou s'accomplissant dans une région éloignée de celle où a lieu le premier. Mais à être utilisé pour tout et partout inhibe la volonté d'être pensé à chaque fois, amoindrissant de fait sa prise en compte réelle dans le processus de transformation des relations sociales.

LA SOLIDARITE, NOTION SOCIALE

Nécessité absolue d'union et d'interaction entre les hommes et les divers corps sociaux, la solidarité traduit des relations dans une dynamique, elle est donc une liaison active des parties pour atteindre un objectif utile à tous de façon équitable. Il y a socialisation progressive des communautés et participation croissante de ses membres à la vie commune. Dans un corps organisé, chaque partie entretient sans cesse le tout et le conservant se conserve soi-même. Le mot solidarité a des implications sociales comme interdépendance de fait et comme devoir moral fondé sur celle-ci.

LA SOLIDARITE EN TANT QUE DROIT HUMAIN

Solidarité naturelle, liberté et justice sont complémentaires et à ce titre, la solidarité contient les éléments d'un véritable droit humain. La solidarité est l'unique issue raisonnable aux problèmes de l'humanité car elle est un moyen de recherche d'un intérêt supérieur de l'espèce humaine par un épanouissement individuel et collectif. Sans cet épanouissement qui crée un attachement inconditionnel à la valeur de la solidarité, les hommes s'exposent au danger de se soumettre au joug d'une solidarité matérielle qui, loin de susciter fraternité et paix, peut déboucher sur la haine et la guerre. Les violences qui naissent par moment dans nos cités comme celles encore plus graves qui éclatent à différents endroits du globe en sont les preuves manifestes. Une éthique est impérieusement nécessaire dans le monde pour promouvoir l'intérêt commun, l'objectif du profit cessant d'être premier et déterminant.

LA SOLIDARITE A L'ECHELLE MONDIALE

Solidarité et échange remontent du fond des âges comme une aspiration légitime de l'humanité consciente. Hier arrogants et sûrs d'eux-mêmes, les pays industrialisés à force de crises de tous ordres doutent, les révoltes grondent de partout. Le monde n'est plus seulement bipolaire, mais tripolaire. Si ce n'est pas des actes désespérés de parties laissées pour compte, c'est la nature qui vient parfois nous rappeler de façon violente cet aspiration légitime, cette seule issue de l'humanité que paradoxalement le progrès a contraint au sommeil en nous. Les catastro-



Le 26 décembre, un tremblement de terre, suivi d'une vague géante ont déferlé sur l'Asie du Sud-Est. Des centaines de milliers de personnes ont trouvée la mort, la région est dévastée. Tout est à reconstruire et les personnes sinistrées comptent sur la solidarité.

phes naturelles telle que le tsunami du 26 décembre 2004 en Asie du Sud-Est créent une unité des hommes et libèrent une formidable solidarité horizontale dans le monde. Nous sommes naturellement capables de générosité transversale. Solidarité et partage sont le ciment naturel des sociétés. L'humanité a tout le potentiel humain, matériel ainsi que le génie de l'homme pour que ce troisième millénaire soit le temps des nouvelles consciences.

Cette dernière semaine de décembre 2004 donne de l'espoir, mais prenons garde cependant que les rivalités étatiques ne submergent cet élan demain. Un nouvel ordre économique mondial est nécessaire et réclamé à chaque désastre. Mais le nouvel ordre que l'on doit rechercher doit être fondé sur la solidarité comme valeur déterminante car l'intelligence rejettera tout modèle économique et social reposant sur l'irrationalité et l'irresponsabilité.

Mamadou Malick N'Diaye

RÉDACTION

Directeur de publication : Yéra DEMBELE
Directeur de la rédaction : Mamadou Malick N'DIAYE

Secrétaire de rédaction : Delphine KA
Rédaction : Delphine KA

Maquette : Bernadette PESTANA

ISSN : 1289 - 5121-

Imprimerie : Imprimerie AUTOGRAPHE

Bulletin réalisé avec le concours du FASILD et du CCFD

Bientôt le parrainage pour l'emploi à la FAFRAD

- Qu'est-ce qu'un parrainage ?

Le parrainage est l'accompagnement d'un jeune ou d'une personne en difficulté d'insertion, par un adulte, un responsable, pour une meilleure intégration sociale et professionnelle.

- Comment fonctionne le parrainage ?

Dans le cadre de son accueil, la FAFRAD met en commun les dossiers des personnes en recherche d'emploi, de stage ou souhaitant se maintenir de façon durable dans leur emploi. Elle les prépare et détermine sur une fiche le profil du bénéficiaire.

Un réseau de parrains (volontaires, bénévoles, disponibles) souhaitant mettre à disposition ses compétences est constitué. Il permet d'accompagner individuellement le bénéficiaire du parrainage pour l'emploi. Tous les trois mois une évaluation de la situation est faite par un comité de pilotage. Le parrainage pour l'emploi dure neuf mois.

- Qui est concerné ?

Toute personne en difficulté d'insertion professionnelle dans le vingtième arrondissement de Paris. Il s'adresse particulièrement aux jeunes et aux personnes issus de l'immigration. Selon l'équipe de développement local un tiers de cette population est touchée par le chômage.

La FAFRAD, ayant pour vocation de servir, demande à tous ses membres, désireux de participer à ce dispositif de prendre contact avec Bassy Diarra, au 01 47 97 13 99 ; afin de constituer le réseau de parrains ou de s'inscrire pour bénéficier de l'activité.

Ouverture des candidatures pour le Prix 2005 du HCCI

Les personnes intéressées par le Prix de la Coopération Internationale 2005, délivré par le HCCI ont jusqu'au 31 mars pour constituer leur dossier. Cette année, les participants peuvent concourir à quatre prix :

- **le prix Courage et dévouement**, prix conjoint HCCI/Fondation Giacinto Accornero sous l'égide de la Fondation de France. Doté de 18000 euros, ce prix récompense des actions de dévouement et de courage dans le domaine de la solidarité internationale.

- **le prix Sensibilisation du public à la coopération internationale pour le développement** : doté de 10 000 euros, ce prix récompense une structure française (OSI, collectivité territoriale, plate-forme associative...) pour une action particulièrement marquante de sensibilisation du public sur les enjeux de l'aide au développement : partenariat, réciprocité, évaluation de son impact...

- **les deux prix Acteurs de la solidarité internationale** : ces prix,

dotés de 15 000 euros, récompensent un projet de terrain ou de renforcement des capacités des acteurs mis en œuvre soit par un acteur du Sud en partenariat avec un acteur du Nord, soit par un acteur du Nord en partenariat avec un acteur du Sud.

Une fiche technique est à la disposition des candidats pour les guider dans l'élaboration du dossier. Renseignements : zineb.chebahi@hcci.gouv.fr www.hcci.gouv.fr

Rencontre sur le commerce équitable

Suite à la parution du dossier sur le commerce équitable du numéro 56 de Liaison Franco-Africaine, différents lecteurs et associations ont demandé à la FAFRAD d'organiser un débat sur la place des migrants dans ce nouveau type d'échange.

La rencontre se tiendra le 19 février dans les locaux de la FAFRAD-Paris, 17 rue de Pali-Kao, 75020 PARIS, de 10h à 17h. Réservation obligatoire auprès de Delphine KA, au 01 47 97 13 99.

Abonnez-vous au bulletin bimestriel Liaison Franco-Africaine

Liaison Franco-Africaine, c'est un bulletin bimestriel sur l'actualité des associations de migrants, des OSIM et de la solidarité internationale.

Oui, je souhaite m'abonner et recevoir Liaison Franco-Africaine pendant un an, soit 6 numéros, frais de ports inclus, pour la somme de :

- 20 € pour la France métropolitaine
- 24 € pour l'étranger

Nom (en majuscules) : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

Tel : _____

E-mail (facultatif) : _____

Complétez et renvoyez ce coupon accompagné de votre règlement sous enveloppe affranchie à l'adresse suivante :

17, rue de Pali-Kao 75020 PARIS
Tel : 01 47 97 13 99 / Fax : 01 47 97 13 29

AGENDA

Le 20 janvier 2005 : à 9h, au Centre de Conférences Internationales, journée de réflexion sur la sensibilisation de l'opinion publique à la solidarité internationale, organisée par le HCCI et la DgCID. Inscription : Marie Bouriche, 01 43 17 50 36

Le 26 janvier 2005 : à partir de 8h30, au Palais du Luxembourg, la Fédération Université Sans Frontière propose un séminaire "Etat des lieux de la diaspora africaine en France et en Europe".

Le 3 février 2005 : séminaire international ONG-bailleurs de fonds sur l'harmonisation et l'efficacité de l'aide. Informations : apd@coordinationsud.org.

Le 11 et 12 février 2005 : au Palais du Luxembourg, colloque organisé par Médecins du Monde "Enfants et guerres ; violence, traumatismes, réhabilitation ici et là-bas".

Du 18 mars au 20 mars 2005 : au Parc des Expositions St-Martin à Pontoise, Salon National de l'Humanitaire. Les acteurs de l'aide internationale se rencontreront sur 6000 m². Le grand public pourra découvrir plus de deux-cents exposants représentant l'aide internationale dans sa diversité et échanger grâce à des animations originales et instructives, des débats et des conférences. L'objectif est de mieux faire connaître les enjeux de l'aide internationale et de mettre en commun les forces et les savoir-faires.

Le 26 mars 2005 : salle Boris Vian à Achères, journée de réflexion "Paix et solidarité", organisée par l'AASI. Participation du Mouvement de la Paix, du CCFD, de la FAFRAD et du FORIM.